



## DE VIVE VOIX vol.3 no.06

29 septembre 2015

### **LA GRÈVE EST AUSSI UN ACTE DE SOLIDARITÉ**

*Par Yanick Binet, professeur de philosophie*

Comme vous le savez déjà, la principale demande syndicale dans cette négociation est d'ordre salarial. Certains ont déjà parlé de l'importante perte de notre pouvoir d'achat qui résulterait de l'imposition des demandes patronales. D'autres ont insisté, avec raison, sur le fait qu'un salaire décent est une marque de reconnaissance de notre travail, et que les professeurs n'ont pas à en avoir honte.

Il n'est pas rare, pourtant, que certains soient mal à l'aise avec une telle revendication. Ne dit-on constamment que les finances publiques du Québec sont dans un très mauvais état? Comment pourrait-on demander une augmentation de salaire alors qu'elle serait assumée, par le biais de taxes et d'impôts, par une population de plus en plus prise à la gorge financièrement? Ne serait-ce pas un peu indécent de réclamer à des gens qu'ils assument notre augmentation salariale alors qu'eux-mêmes n'ont souvent ni sécurité d'emploi ni régime de retraite?

De par leur métier et leur tempérament, les professeurs accordent souvent une grande importance à la justice et à la lutte contre les inégalités. Aussi on peut comprendre qu'ils hésitent à demander des choses qui semblent aller à l'encontre de ces valeurs. Lorsque, dans les réunions de famille ou avec nos proches, quelqu'un soulève l'idée que les professeurs (et en particulier les profs de cégep) sont des privilégiés, je pense que bien peu d'entre nous n'en sortent ébranlés. De plus, beaucoup de professeurs hésitent à employer un moyen de pression (en l'occurrence la grève) qui risquerait de nuire aux étudiants, en particulier ceux ayant le plus de difficultés.

Or il m'apparaît que la grève, loin d'être un acte égoïste et corporatiste, contribue au contraire à rétablir une certaine justice sociale. Car, ne nous leurrions pas, l'argent que nous revendiquons pour maintenir, entre autres, la qualité de nos systèmes d'éducation et de santé existe. Il est détourné par les petits et grands mafieux qui graissent la patte des politiciens. Il dort dans les paradis fiscaux et les coffres des banques. Et il sert à subventionner les activités de compagnies milliardaires, et souvent antisociales, comme les grandes compagnies minières et pétrolières. Rien ne nous oblige à puiser dans les poches des travailleurs de la classe moyenne pour payer des services auxquels ils ont droit.

Dire oui à la grève, c'est en fait dire non à un système qui vole aux pauvres pour redonner aux riches. Dire oui à la grève, c'est empêcher le gouvernement de détruire un État qui, depuis les années 60, a cherché à réduire les inégalités. Dire oui à la grève, c'est aussi s'opposer au saccage du syndicalisme qui

constitue souvent le seul moyen pour des travailleurs de s'opposer à l'exploitation de leurs patrons. Dire oui à la grève, c'est finalement refuser de laisser les riches s'empiffrer toujours plus en se disant qu'il y aura ainsi plus de miettes qui tomberont de leur table.

Bref, en nous tenant debout dans cette négociation, nous contribuons à ce que tous les Québécois soient en mesure de vivre dans une société où ils auront les mêmes chances de se réaliser. La grève n'est pas un acte égoïste. La grève est au contraire un formidable acte de solidarité.